

**2 Politique**

**Cour constitutionnelle**

**Une délégation de la Bad chez Marie-Madeleine Mborantsuo**

J.K.M  
Libreville/Gabon

LES problématiques de la formation des jeunes étaient, hier, au cœur de la rencontre entre la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, et les représentants de la Banque africaine de développement (Bad), conduits par Robert Massumbuku.

Il s'est agi, selon ce dernier, de faire avec la présidente de la haute juridiction, "le point sur un certain nombre de projets de formation des jeunes que l'institution financière panafricaine soutient au Gabon". Notamment dans les domaines de la formation continue et professionnelle, en mettant un accent particulier sur l'éducation,

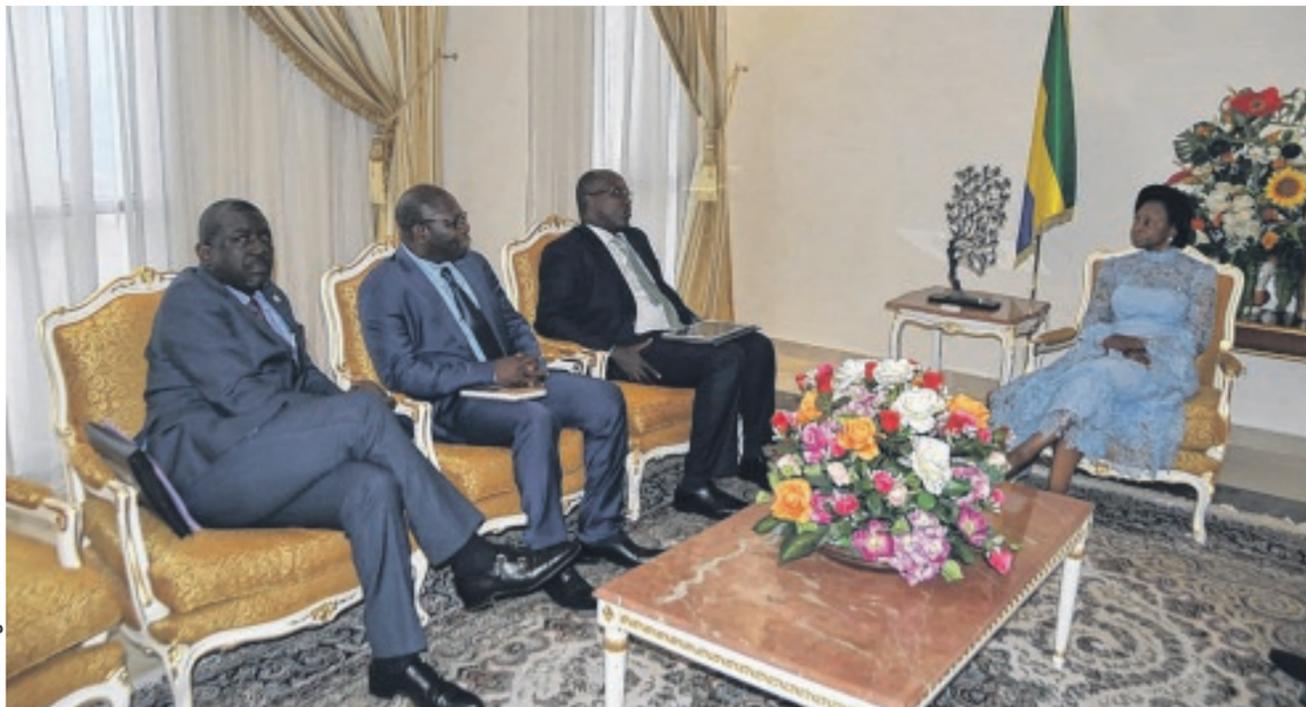


Photo : Ngoubilli Gaston

la formation des filles et la réhabilitation des équipements des centres de formation professionnelle et

de perfectionnement, etc. Toute chose qui devrait permettre d'améliorer, de manière significative, l'em-

ployabilité des jeunes en tenant compte des besoins réels des employeurs.

Les représentants de la Bad

ont réaffirmé leur ambition de participer à l'essor des ressources humaines de qualité au Gabon, aptes à

Vue de la rencontre entre Marie-Madeleine Mborantsuo et les représentants de la Bad.

servir l'économie nationale et à développer davantage ses immenses potentialités. D'autant que les jeunes constituent l'avenir de notre pays. Et dans un environnement économique compétitif et mondialisé, une jeunesse bien formée constitue assurément un gage à même de permettre au Gabon de mieux faire face aux défis liés à la mondialisation.

Marie-Madeleine Mborantsuo a réitéré à ses hôtes "son vif intérêt et sa passion liés à la formation des jeunes".

**Face à l'"Appel à agir" lancé par certains membres de l'opposition**

**Le Morena appelle à faire bloc autour des institutions de la République**

AEE  
Libreville/Gabon

LE bureau du Mouvement de redressement national (Morena), conduit par son président, Thierry Ondo Assoumou, a appelé, lors d'une déclaration tenue dans le 5e arrondissement de Libreville, les Gabonais à faire bloc autour des institutions de la République, victimes, selon lui, "de tentatives des déstabilisation de la part de certains groupes de Gabonais qui appellent à faire dans le but de fragiliser la cohésion sociale".

Pour Thierry Ondo Assoumou, "ce complot" est commandité par les fils du pays des deux bords politiques : majorité et

opposition. "Cela s'appelle tout simplement de la haute trahison. Le nouveau bouc émissaire qu'ils ont désormais est la présidente de la Cour constitutionnelle, pour tenter de justifier leur incapacité à se réaliser", a-t-il souligné. Avant d'apporter son soutien à la présidente de cette institution, Marie-Madeleine Mborantsuo, qui depuis un bon moment, poursuit Ondo Assoumou, "est victime des menaces et des injures. C'est irrespectueux et antidémocratique pour une nation comme le Gabon."

Le Morena appelle donc les uns et les autres à faire dans "l'opposition idéologique et respectueuse des règles élémentaires de la démocratie, au lieu de faire dans l'opposition brutale et vio-

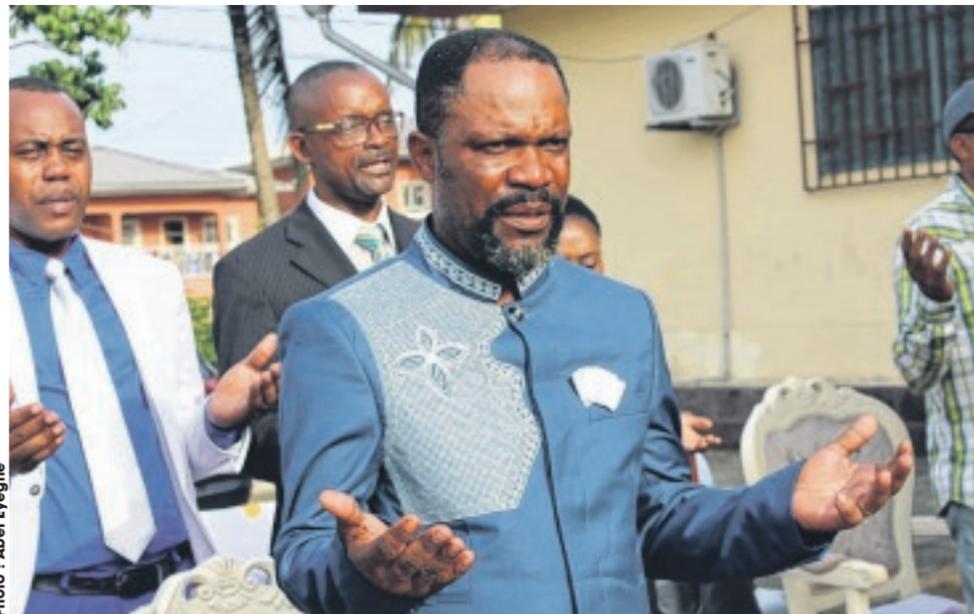


Photo : Abel Eyeghe

La déclaration de Thierry Ondo Assoumou a débuté par une prière afin de remercier Dieu pour le rétablissement du chef de l'Etat.

lente, contraire aux principes et valeurs qui ont fait l'essence du combat de nos illustres devanciers comme Paul Mba Abes-

sole, Simon Oyono Aba'a, Agondjo Okawe, Pierre Mamboundou, etc., qui ont, avec feu Omar Bongo Ondimba, travaillé l'en-

cragement de la paix cardinale à la cohésion nationale." Et d'en appeler "une fois de plus à un bloc autour de nos institutions pour

barrer la voie à la destruction de notre bien commun le Gabon."

Le président du Morena a saisi cette occasion pour également se réjouir du retour du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Ce qui, estime-t-il, "va désormais apaiser les tensions et améliorer le climat politique et social pour le bien-être de tous". Il a ensuite interpellé le gouvernement sur l'impérieuse nécessité de revoir certaines des dernières mesures prises lors du conseil des ministres du 29 mars 2019, notamment celles relatives aux conditions d'attribution de bourses d'études aux élèves. "Cette mesure, a-t-il déclaré, va plus affaiblir les couches sociales les plus vulnérables". Avant d'inviter le gouvernement à la réexaminer.

**Opposition/Après le dernier Conseil des ministres**

**La PG-41 appelle le gouvernement à revenir sur "des mesures brutales"**

J.K.M  
Libreville/Gabon

LES décisions adoptées lors du dernier Conseil des ministres ont vraiment du mal à passer. Pour preuve, au cours d'une déclaration rendue publique le lundi 8 avril dernier, la Plateforme des groupements de quarante-et-un (41) partis politiques de l'opposition (PG-41) a appelé le gouvernement à revenir sur certaines mesures. Notamment celles relatives

à la réduction de 50% des effectifs de la main-d'œuvre non permanente et les nouvelles conditions d'attribution de bourses à l'entrée au supérieur.

Par la voix de Jean-Pierre Ndong Abessolo, la PG-41 a dénoncé des "mesures brutales, unilatérales, qui sonnent comme une sanction pour une masse, notamment les moins de 30 ans qui représentent plus de 30% des chômeurs". D'autant que, selon lui, "ces mesures sont une injustice pour des milliers de fonctionnaires qui travaillent dans des conditions déplo-



Photo : Adjaf Nioufoume

rables et difficiles, démotivés à la suite de la destruction de plusieurs pans de l'admini-

stration publique au profit des agences". Et d'ajouter : "Le coût verti-

gineux de la vie, l'insécurité sur les plans social, économique et financier ne peu-

Vue de quelques membres de la PG-41

vent militer pour l'application des mesures antisociales et impopulaires". Non sans avoir indiqué que "le gouvernement demande au peuple de serrer la ceinture, pour combler les trous financiers de la mauvaise gouvernance et la dilapidation des fonds publics".

Sur un tout autre plan, Jean-Pierre Ndong Abessolo a stigmatisé "les atteintes au droit de manifester", tout en disant ne pas "comprendre la brutalité verbale du gouvernement censé être à l'écoute et protéger tous les citoyens".